



**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA FÉDÉRATION DE  
RUSSIE**

**DÉPARTEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE**

119200, Moscou G-200, place Smolenskaja-Sennaja., 32/34; tél.:(495) 244-  
4119, fax: 244-4112

e-mail: [dip@mid.ru](mailto:dip@mid.ru), web-address: [www.mid.ru](http://www.mid.ru)

Traduction non-officielle du russe

**Réponse de M.L.Kamynine, porte-parole du MAE de la Russie, à la question de RIA  
«Novosti» à propos de l'aggravation de la situation au Proche-Orient**

1146-29-06-2006

**Question:** Ces derniers jours, des nouvelles très inquiétantes arrivent du Proche-Orient. En réponse aux tirs des missiles contre les villes israéliennes par les radicaux palestiniens, l'enlèvement du militaire et du colon israéliens, les troupes d'Israël sont revenues à Gaza, où elles mènent une large opération militaire, y compris les raids aériens. Parallèlement en Cisjordanie, selon l'information, sont arrêtés plusieurs membres du gouvernement et du parlement palestiniens. L'image se complique par les survols de la Syrie par les avions de guerre israéliens. Votre commentaire?

**Réponse:** Je suis d'accord, que la situation devient extrêmement inquiétante. Elle exige les actions d'urgence pour éviter la dangereuse déstabilisation ultérieure de toute la région, la preuve, par toutes les parties, de la retenue et de la sagesse. Les autorités palestiniennes, tous les organisations et mouvements palestiniens doivent faire tout, pour arrêter l'activité terroriste, les bombardements des villes israéliennes. Mais l'essentiel maintenant est de libérer sans tarder le militaire israélien. Cela, je le récite, répond aux hauts intérêts nationaux du peuple palestinien.

Nul doute quant au droit et à l'obligation du gouvernement d'Israël de défendre la vie et la sécurité de ses citoyens. Mais il ne faut pas le faire au prix des vies de beaucoup de Palestiniens pacifiques, des lourdes frappes militaires avec de graves conséquences pour la population civile. Et - chose tout à fait inacceptable - de la violation des frontières et de l'espace aérien des autres États, en l'occurrence de la Syrie. Nous ne voyons qu'une issue à cette dangereuse situation – l'arrêt de l'opposition de force et de la confrontation, le retour dans les cadres du règlement politique, aux négociations, quelque difficiles qu'elles soient.

Le 29 juin 2006